

G8: «Les perspectives de gouvernance mondiale n'ont jamais été aussi sombres»



Zaki Laidi, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et cofondateur du Groupe de recherche «En temps réel», estime que, malgré des sommets comme celui d'Evian, la plupart des Etats tentent de profiter de la globalisation comme d'un moyen d'agrandissement de leur puissance nationale plutôt que le contraire et que, dans ce schéma, l'Europe est la grande perdante

Ne nous y trompons pas. Le Sommet d'Evian n'aura rien réglé. Rien parce que ce n'est pas la vocation d'une scène théâtralisée comme le G8 d'être une instance de décision. Rien, parce que jamais les perspectives de gouvernance mondiale n'ont été aussi sombres. Le cycle de l'OMC est bloqué, la réforme du FMI est reportée, l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto menacée, le financement des pandémies non assuré. A cela il y a une raison simple. Le système mondial est caractérisé par un retour en force du souverainisme et par une défiance profonde vis-à-vis de toute idée de gouvernance mondiale.

En effet, depuis le 11 septembre la mondialisation a pris un cours nouveau. Parce qu'ils mesurent que la mondialisation pouvait se retourner contre eux, les Etats-Unis ont fait le choix de soumettre toutes leurs décisions aux contraintes de leur sécurité. Cela implique un ralentissement du processus de globalisation en raison de l'accroissement des contrôles sur les personnes et les biens, le relèvement des primes d'assurance, la réduction des voyages, la persistance d'un climat d'incertitude. Mais cela révèle quelque chose de plus profond encore: la volonté de la plupart des Etats de voir la globalisation plus comme un processus d'agrandissement de leur puissance nationale que comme une dynamique de dilution de celle-ci.

Le retour des Etats-Unis au souverainisme est très contagieux et attractif pour de nombreux Etats inquiétés par la mondialisation

Cette réalité nous a été révélée par le 11 septembre. D'une certaine manière, c'est le pari des Etats-Unis: ils veulent bâtir une puissance classique avec les ressources et les technologies du XXI^e siècle. Ce collage politique baroque de l'ancien et du moderne s'appuie sur plusieurs règles qui vont influencer le schéma politique de la globalisation. La première consiste à dire qu'aucun principe n'est opposable à la souveraineté de l'Etat américain en dehors des règles générales du commerce mondial. C'est la raison pour laquelle ils ne toucheront pas à l'OMC. Ils ont à promouvoir au sein de cette institution un agenda offensif en matière de libéralisation des services financiers, éducatifs, de santé et audiovisuels. Ils ont également besoin de l'OMC pour défendre les

règles de la propriété intellectuelle, qui est une source considérable de revenus pour l'industrie et les services américains.

Mais si les Etats-Unis ne cherchent pas à détruire l'OMC, ils tenteront d'infléchir sa place pour en faire non pas un lieu où l'on développe un ensemble de règles multilatérales contraignantes pour tous, mais un forum où l'on se livrera à un jeu de concessions politiques avec d'autres grands pays comme la Chine, la Russie ou l'Inde. Le corollaire de cela est que les Etats-Unis ont moins que jamais d'appétence pour l'idée de gouvernance mondiale, d'architecture internationale ou de développement durable. Ils veulent au contraire détruire toute architecture collective susceptible de brider leur souveraineté politique.

Certes, les Etats-Unis ont naturellement intérêt à stabiliser le monde. Mais ils ont perdu la conviction de parvenir à cet objectif en dotant de règles stables et de disciplines collectives trop contraignantes. L'administration Clinton s'était déjà nettement engagée dans cette voie en sortant du jeu l'AIEA pour tenter de régler la crise coréenne. Mais à la différence de l'administration Clinton qui voulait disposer de possibilités ponctuelles de sortie du jeu multilatéral (exit option), l'administration Bush veut clairement sortir du jeu.

Quelles sont les nouvelles règles? En réalité elles ne sont pas forcément très claires. Car si aujourd'hui les Etats-Unis ont une vision claire de leurs intérêts et de leur sécurité, ils n'ont pas de véritable schéma mondial. Ils ont abandonné toute référence à l'ordre mondial. Fondamentalement, ils envisagent le monde comme une compétition dure entre Etats sur fond de mondialisation économique mais aussi terroriste. Et d'une certaine manière ce sont eux qui raisonnent le plus en termes de multipolarité même s'ils cherchent à empêcher son émergence.

Le fait nouveau est que leur souverainisme ne se réduit pas à un choix entre multilatéralisme et isolationnisme. Leur souverainisme est impérial. Cela signifie qu'ils vont plus que jamais s'impliquer dans les affaires du monde mais sans avoir à répondre des conditions ou des contreparties de leur implication. Ce qu'il faut cependant voir, c'est que ce retour au souverainisme est très contagieux et très attractif pour de nombreux Etats inquiétés par la mondialisation, même s'ils ne sont par ailleurs opposés aux choix américains sur de nombreux dossiers.

C'est notamment le cas de la Chine. Certes, la vigueur de la puissance américaine l'inquiète. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle va se faire le chantre du multilatéralisme. La Chine, surtout depuis son adhésion à l'OMC, ne voit la mondialisation que comme un processus d'agrandissement de sa puissance nationale à travers son intégration à l'économie mondiale. Ce calcul de puissance est un calcul de long terme que partage également l'Inde. La Chine veut naturellement affaiblir les Etats-Unis. Mais elle veut le faire sans être prise en défaut. La Russie est dans un état

d'esprit comparable. Elle joue plus que jamais la carte de l'Etat-nation soucieux d'acquiescer un statut et une reconnaissance perdue.

Dans les pays du Sud, les choses sont moins claires. Ces pays ont toujours vu dans le multilatéralisme un moyen de contenir la puissance des Grands. Mais encore faut-il que celui-ci leur procure de réels avantages. Or de ce point de vue, le blocage à l'OMC n'est pas de bon augure. Vis-à-vis des PMA (les pays les moins avancés), l'initiative de la Commission «Tout sauf les armes», destinée à exempter de droits d'entrée tous les produits en provenance de ces pays, a été émasculée par les lobbies agricoles européens qui ont obtenu un report de son application pour les bananes à 2006 et à 2009 pour le riz et le sucre. Certes, tout le monde sait que la libéralisation des échanges agricoles n'est pas synonyme de développement, d'autant que ce sont les plus avancés parmi les pays en développement qui bénéficieront de l'aubaine. Mais le discours libéral est aujourd'hui confronté à un énorme problème de crédibilité politique. Ceux qui le prônent ne le pratiquent pas toujours.

La vigueur de la puissance américaine inquiète la Chine, mais ce n'est pas pour autant qu'elle va se faire le chantre du multilatéralisme

Certains pourront se réjouir de cette situation en disant que l'impasse politique de la mondialisation ne pourra que conduire au recul du néolibéralisme et à la réhabilitation de l'autonomie politique des Etats. Mais ce calcul est franchement erroné. Le déficit de gouvernance mondiale ne conduit pas à une sorte de Thermidor néolibéral. Bien au contraire, il libère les logiques libérales sans créer de cadre politique susceptible de les encadrer.

Dans ce schéma, le grand perdant provisoire est l'Europe, car elle se trouve dans une période historique charnière où elle ne veut ni ne peut se penser sur le mode classique de la puissance nationale, ni dissoudre ses souverainetés nationales résiduelles dans une logique de puissance fédérale. L'Europe a peut-être cru trop vite que la dynamique d'interdépendance mondiale ne laissait pas d'autre choix au monde que le recours à la gouvernance mondiale.

La faiblesse de l'Europe n'est pas tant de faire ce pari que de ne pas avoir les moyens de le faire réussir.

Z. L.

Zaki Laidi est l'auteur de «Penser la mondialisation», à paraître chez Flammarion. Les contributions de «En Temps réel» peuvent être consultées sur le site http://en.temps.reel.free.fr/ETR_Main.htm